



المندوبية السامية للتخطيط

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

## Note d'information

### **Les perspectives économiques nationales en 2009 et 2010**

- Taux de croissance estimé pour 2009 de 5,3% et taux prévu pour 2010 de 2,4% ;
- ralentissement marqué de la croissance des activités non agricoles : passant de 6,2% en 2007 à 3,9% en 2008, 2,3% en 2009 et 3,9% en 2010 ;
- progression de la valeur ajoutée du secteur primaire de 25,2% en 2009 au lieu de 16,6% en 2008 et baisse d'environ 5% en 2010 ;
- balance des paiements de plus en plus déficitaire : le déficit des transactions courantes passerait de 5,4% du PIB en 2008 à 5,7% en 2009 et à 6,4% en 2010.

Le Haut Commissariat au Plan publie, chaque année au mois de juin à la veille de lancement des travaux de préparation de la loi de finances, un budget économique dit exploratoire, qui donne les estimations de la croissance économique nationale de l'année en cours et les prévisions pour l'année suivante.

Le présent budget économique est établi compte tenu des hypothèses d'évolution de l'environnement international et de la situation économique intérieure.

C'est ainsi qu'il retient pour l'économie mondiale une légère reprise de 1,9% en 2010, après la forte récession en 2009 marquée par une baisse de l'activité économique de 1,3%. Le cours moyen du pétrole brut serait en augmentation et atteindrait 62,5\$/baril en 2010 au lieu de 52\$ estimé pour 2009.

Les prix des autres matières premières enregistreraient une hausse de 4,4%, succédant à une baisse d'environ 28% en 2009. De son côté, la monnaie européenne, l'euro, serait en dépréciation par rapport au dollar, et sa parité se situerait à 1,26 en 2009 et 2010 au lieu de 1,5 en 2008.

Dans ce contexte, le commerce mondial devrait emprunter une tendance à l'amélioration, avec un accroissement de 0,6% en 2010 au lieu d'une régression d'environ 11% en 2009. De ce fait, la demande mondiale adressée au Maroc connaîtrait une hausse de 2%, après une forte baisse estimée à 7% en 2009. De même, les recettes du tourisme international et les transferts des marocains résidant à l'étranger seraient marqués par une certaine stagnation au lieu des baisses accentuées en 2009, estimées, respectivement à 18% et à 15%.

S'agissant de la situation économique nationale, les prévisions sont basées, en attendant l'élaboration et l'adoption de la prochaine loi de finances, sur l'hypothèse d'une reconduction, en 2010, de la politique budgétaire de l'Etat en vigueur en 2009, notamment en matière des dépenses d'investissement, de salaire et de subvention des prix. Tout en prenant en compte les impacts de la poursuite des projets structurants d'infrastructure et des investissements programmés dans le cadre des stratégies du développement sectoriel, ces prévisions sont sous tendues par un scénario moyen pour la production céréalière de 60 millions de quintaux avec, cependant, la consolidation des performances des autres composantes de l'activité agricole.

Sur la base de ces hypothèses, la croissance de l'économie nationale en 2009 serait de 5,3% au lieu de 5,6% enregistré en 2008. Les activités non agricoles enregistreraient un rythme de croissance, le plus bas de cette décennie, de l'ordre de 2,3% au lieu de 5% en moyenne annuelle de la période 2000-2008. La valeur ajoutée du secteur primaire, quant à elle, devrait s'accroître de 25,2% au lieu de 16,6%, suite aux bons résultats de la campagne agricole 2008-2009.

La croissance du Produit Intérieur Brut en 2009 continuerait d'être tirée par la demande intérieure, qui malgré son ralentissement, augmenterait de 5,9% en volume au lieu de 10% en 2008. Elle serait soutenue, également, par la maîtrise de la hausse des prix qui ne dépasserait pas 2,5% au lieu de 5,9% en 2008. Le commerce extérieur, de son côté, connaîtrait un léger redressement de sa contribution à la croissance économique, s'établissant à -1,5 point en 2009 au lieu de -5,3 points en 2008. Cependant, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'accroîtrait, passant de 5,4% du PIB en 2008 à 5,7% en 2009.

En 2010, l'économie nationale s'accroîtrait à un rythme modéré d'environ 2,4%. La valeur ajoutée des activités primaires accuserait, globalement, une baisse d'environ 5%, alors que celle des secteurs non agricoles devrait connaître une hausse de 3,9% au lieu de 2,3% en 2009. La demande intérieure, principal moteur de la croissance économique nationale depuis le début des années 2000, serait marquée par un essoufflement en 2010, et s'accroîtrait de 3,1% en volume

au lieu de 5,9% en 2009. En revanche, la hausse des prix serait maîtrisée aux alentours de 2% en 2010. La contribution de la demande intérieure à la croissance économique passerait de 10,9 points en 2008 à 6,7 points en 2009 et à 3,4 points en 2010. Quant aux échanges extérieurs, ils continueraient à dégager un allègement de leur contribution négative à la croissance économique. Celle-ci passerait de -1,5 point en 2009 à environ -1 point en 2010. Le déficit du compte courant extérieur s'accroîtrait, toutefois, pour atteindre 6,4% du PIB en 2010.

De l'ensemble de ces prévisions, il ressort que le partage de la valeur ajoutée par secteurs institutionnels montre que les ménages (y compris les entrepreneurs individuels) ont vu leur part emprunter une tendance baissière depuis 1998, passant de 43,8% à 36% en 2009 et à 35,1% en 2010. En revanche, celle des entreprises passerait de 40,2% en 1998 à 47,4% en 2009 et à 48,7% en 2010. Quant à la part des administrations publiques, elle se maintiendrait aux environs de 16% de la valeur ajoutée totale en 2009 et 2010 au lieu de 17% en moyenne annuelle de la période 1998 - 2008.

Globalement, les perspectives économiques exploratoires pour 2010 permettent de dégager un certain nombre d'enseignements.

1. L'impact de la récession économique mondiale sur l'économie marocaine semble avoir été marqué par trois moments :
  - Le premier moment où les impacts se sont manifestés par le revirement de tendance de certains indicateurs macroéconomiques à partir de l'année 2007 et début 2008. L'accentuation des déficits en 2008, après des excédents successifs dans le compte courant extérieur durant la période 2001-2006, a constitué, en fait, le premier impact de la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc, sans toutefois affecté la production sectorielle et le rythme de croissance de l'économie nationale;
  - le deuxième moment, entamé au deuxième semestre 2008 et début 2009, est marqué par l'amplification des déficits extérieurs, conjuguée à un recul de la production de certaines activités orientées au marché mondial, entraînant un ralentissement des activités non agricoles ;
  - le troisième moment, où l'impact affecterait le domaine social, débiterait à partir du second semestre 2009. Il serait caractérisé par la baisse accentuée de la production de certaines activités nationales et une hausse du taux de chômage. Celui-ci passerait de 9,6% en 2008 à 10,2% en 2009 et à 10,5% en 2010, entraînant, ainsi, une décélération du pouvoir d'achat des ménages. La consommation par tête ne

s'accroîtrait que d'environ 1,2% en volume en 2010 au lieu de 4% en 2009 et 8,2% en 2008.

2. L'année 2009 connaîtrait une baisse des prix à l'importation de l'ordre de 10,8%. Toutefois, elle serait suivie d'une hausse de 2,6% en 2010, en raison d'un éventuel rebondissement des prix de pétrole et des autres matières premières, qui accompagnerait la relance de l'économie mondiale attendue en 2010 ;
3. La demande intérieure, malgré son ralentissement prévisible, devrait continuer à être soutenue par la progression de l'investissement public en 2009 et 2010, qui compenserait la baisse des investissements directs étrangers ;
4. la balance courante dégagerait un déficit en accentuation, ce qui amènerait les autorités financières et monétaires à affronter la question de la solvabilité des finances extérieures et partant du financement de l'économie de manière générale.

Au terme de ces prévisions, il convient de rappeler que le budget économique prévisionnel 2010, qui sera publié au mois de janvier, présentera de nouvelles perspectives pour l'économie nationale, en prenant en considération les dispositions qui seront prises dans la loi de finances pour l'année 2010 après son adoption par le parlement.

## EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume  
(Variation en %)

	2007	2008	2009*	2010**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-20,0	16,6	25,2	-5,0
• Valeur ajoutée non agricole.....	6,2	3,9	2,3	3,9
➤ Secteur Secondaire.....	6,6	3,6	-1,2	3,0
➤ Secteur tertiaire.....	6,1	4,1	4,2	4,3
• Total des valeurs ajoutées.....	1,8	5,7	5,7	2,4
• Droits et taxes nets des subventions....	10,6	5,0	1,5	2,5
<b>PIB en terme réel</b>	<b>2,7</b>	<b>5,6</b>	<b>5,3</b>	<b>2,4</b>
<b>Variation du prix implicite du PIB</b>	3,9	5,9	2,5	2,0
<b>PIB en valeur (En Millions de Dirhams)</b>	616254	688843	743072	775971
<b>Variation en (%)</b>	6,7	11,8	7,9	4,4
<b>Taux d'épargne nationale.....</b>	32,4	30,9	29,5	29,3
<b>Taux d'investissement.....</b>	32,5	36,3	35,2	35,7
<b>Solde de financement (en % du PIB).....</b>	-0,1	-5,4	-5,7	-6,4
<b>Taux de chômage.....</b>	9,8	9,6	10,2	10,5

(\*) : Estimation pour 2009   (\*\*) : Prévion établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2010.